

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 24 février au 9 mars 2014 – n°144**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Cette vie n'était pas au programme... Patrick Apel-Muller

La vie de Patricia n'était pas au programme du séminaire organisé hier après-midi par la direction du PS pour «la réussite du pacte de responsabilité». Elle était même hors sujet, cette souffrance à bas bruit comme il s'en éprouve dans les autres villes du Limousin, dans tous les quartiers populaires comme dans la ruralité. Il est si rare qu'elle gonfle et qu'elle claque comme une gifle.

La lettre que nous publions est rédigée comme un constat, sans pathos, pour dire les faits comme un acte d'accusation. Elle s'intitule «Désespoir», mais elle est aussi un geste accompli pour déranger les consciences assoupies, les appétits repus, les silences commodes. Peut-être une hésitation perturbera-t-elle les discours huilés des moralistes appointés qui désignent du doigt le confort des «assistés», les «fraudes sociales», les «abus qui tuent la valeur travail». Les coups de boutoir libéraux ont déjà fait cela de notre modèle social, mais que pèse-t-il encore aux yeux du petit cercle qui gouverne à l'Élysée, si loin de la gauche et si près des entrepreneurs, comme s'en targue le ministre de l'Économie?

La France ne siège pas avant tout dans le comité Colbert, où s'affichent les prouesses du luxe. Elle est là, dans les frigos si vite vides, les fins de mois déjà arrivées le 15, les pleins d'essence auxquels, de petites pièces en petites pièces, on ne parvient jamais. Les dizaines de milliards de cadeaux qui seront distribués sur fonds publics durant les prochaines années n'iront pas vers ces millions de chômeurs, de précaires, de travailleurs pauvres, de petits artisans ou paysans qui en ont un besoin vital. Ils iront grossir les flots d'exemptions fiscales, de subventions, d'allègements de cotisations qui coulent sans répit, ni contrôle vers l'aristocratie financière du CAC 40. Ils seront enlevés aux services publics et aux budgets sociaux qui rendent la vie de nos concitoyens tout juste vivable à temps.

Ces existences abîmées, ulcérées, humiliées ont quitté les marges de la société pour en gagner le cœur. La panne sociale, la morosité française, le sentiment de déclassement naissent dans les drames qui frappent partout ces populations: dans le cœur des grandes villes, parmi ceux qui espéraient qu'un diplôme les abriterait des lendemains incertains; dans les vallées industrielles que les marchés financiers ravagent; dans les campagnes qui étouffent à petit feu. La France ne redémarrera pas sans eux, les Mory Ducros laissés sur le pavé, les sidérurgistes qui savent qu'on aura demain besoin des aciers fins qu'ils savent produire, les Patricia et, avec elles, tous les employés, qui regorgent de force et d'idées inemployées. Quand on sait qu'on n'a qu'une vie, le gâchis serre la gorge. Ces nouvelles chances, notre peuple a besoin de se les donner sans tarder, pas après pas, en retrouvant les chemins de lutte qui rassemblent des majorités, qui débouchent sur des succès sur lesquels en bâtir d'autres, en dépassant les préjugés. Le pacte de responsabilité ne profitera qu'à quelques-uns qui n'ont que faire de croissance, d'augmentations de salaires, d'investissements dans les individus.

Un pacte de solidarité peut s'édifier pour tous ou presque si on en écarte les financiers qui veulent mettre le pays en coupe réglée et ceux qui, boutons dorés ou chemises brunes, n'aspirent qu'à le diviser pour régner.

SOMMAIRE

P1 **Édito** - Sommaire

P2 **Agenda**

P3 « Comment je paye mon loyer ce mois-ci ? » ; Humanité Dimanche du 20 février

P4 Une grande marche pour un sursaut de la gauche : « c'est à notre portée » ; Incendie campement Roms : « Un enfant est mort et cela aurait pu être évité » ; Le gouvernement doit s'engager à préserver le régime des intermittents ; Rapport de la cour des comptes : « un remède qui finirait d'achever le malade » ; VIème congrès du MST « Globalisons les luttes, globalisons l'espérance »

P5 Venezuela : le PCF condamne les tentatives de déstabilisation ; Côte d'Ivoire : la France doit demander le respect du droit pour ses ressortissants ; Les Ukrainiens doivent pouvoir décider librement leur destinée ; Baisse de l'aide financière publique aux partis : un coup contre la démocratie ; L'ordre moral de Jean-François Copé

P6-7 **Mauvais conte en Suisse**

P8 Panthéon: Laurent (PCF) «choqué» de «l'absence d'un résistant communiste» ; Non à la délinquance d'extrême droite ! ; Visite de François Hollande aux États-Unis : une Saint-Valentin sous le signe de la casse sociale et de la guerre

P9 Semaine du féminisme - édition 2014 ; Municipales : le MEDEF l'a confirmé, l'austérité est le vrai combat de ces élections !

P10 Marché transatlantique : c'est trop grave ! Le peuple doit être consulté.

P11 « 23 étrangers et nos frères pourtant » ; Les communistes indiens condamnent les attaques racistes qui sévissent en Inde

P12 Quand les « Carbone Savoie » luttent pour leur survie et notre avenir" ; A voir sur l'internet ; Ukraine : Les néonazis d'EuroMaidan veulent interdire le Parti Communiste (KPU) ; Aidons l'Huma !



Camarade, choisis bien ton organe d'expression !

Agenda

Lundi 24 février réunion ATTAC74

Mardi 25 février à 20h30 à l'Agora: Ciné'UP : « Les Beaux Jours »

20h Repaire de mardi 25 à Thonon, à l'Arc-en-Ciel, 18 place de Crête

20h Espace Rencontre 39 route de Thônes - ANNECY LE VIEUX

25 FÉVRIER 2014 À 20H
QUEL AVENIR POUR LA PRESQU'ÎLE D'ALBIGNY ?

Débat avec Claude Comet
Conseillère régionale déléguée au tourisme et à la Montagne : les enjeux du tourisme autour du lac et les atteintes à l'environnement

Daniel Debiolles
Ancien responsable de l'office départemental du tourisme : le lac ou le tourisme d'affaires, quel choix pour l'agglomération annécienne ?

LE CENTRE DES CONGRÈS À ANNECY-LE-VIEUX: RIEN N'EST ENCORE FAIT !
Diverses questions seront abordées en interaction avec la salle : les gros soucis de rentabilité économique du projet, les entorses juridiques qui laissent songeur, un urbanisme qui contrarie l'accès au lac...

LIEU DU DÉBAT : ESPACE RENCONTRE 39 ROUTE DE THÔNES - ANNECY-LE-VIEUX

mercredi 26 février réunion Gauche En Marche

réunion Chaîne humaine contre les haines

20h alterlocal 18h30 Atelier présentation de logiciels libres

Jeu 27 février Assemblée Générale de l'ASSE 18H salle des clarisses Annecy

L'association S.S.E. (Soutien au Séjour des Étrangers) a été créée en 2000 pour gérer deux Comités :

- le CDDA (Comité de Défense du Droit d'Asile) qui a depuis sa fondation en 1990-1991 suivi les dossiers de plus de 1000 demandeurs d'asile. En 2013, le C.D.D.A. a tenu chaque semaine une permanence (mardi 17h à 19h) et une réunion (vendredi 17h à 19h) auxquelles vous pouvez toujours venir nous rencontrer. Le C.D.D.A a fait des demandes ou réexamen à l'OFPPRA (récits), recours à la CNDA, recours au T.A. de Grenoble et C.A.A de Lyon, et demandes de régularisation pour santé, travail, famille, circulaire Valls. Sans compter les démarches auprès de la F.O.L ou de l'O.F.I.I., des avocats, des hôpitaux et médecins pour dossier, R.V. pour regroupement familial et hébergement pour demandes d'A.P.S. et de la Préfectures pour renseignements divers, accompagnements, et demandes d'audience etc. Traductions de documents par des bénévoles immigrés.
- le C.S.S.P. (Comité de Soutien aux Sans-papiers) a été très affaibli suite à des décès. Les militants du C.S.S.P. se sont consacrés essentiellement à la participation aux collectifs de défense des Roms. Ils ont néanmoins continué les travaux en commun dans le cadre de la CRSP (Coordination Régionale des Sans-Papier) et participé à la manifestation nationale du 7 décembre à l'appel entre autres de la Coordination Nationale des Sans-Papier.

Nous pourrions lors de cette Assemblée Générale, parler de la situation actuelle des demandeurs d'asile et Sans-Papier à Annecy et répondre à toutes vos questions.

L'A.G. ordinaire sera suivie d'une A.G. extraordinaire pour modification des statuts.

Vendredi 28 février meeting Pierre Laurent à Chambéry

INAUGURATION DU LOCAL DE CAMPAGNE - Chambéry Cap à Gauche - VENDREDI 28 FÉVRIER À 18H00 343, AVENUE D'ANNECY À CHAMBERY LE HAUT

MEETING EN PRÉSENCE DE PIERRE LAURENT
SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF
EN SOUTIEN À LA LISTE

Chambéry Cap à Gauche
HUMANITÉ ET PROGRÈS

CHAMBERY - LA BISSERRAINE
505 ROUTE DE LA LABIAZ
VENDREDI 28 FÉVRIER À 19H00

PCF FRONT DE GAUCHE gauche

- de 16h jusqu'à 17h45 : rencontre – débat avec les communistes de Savoie à la salle « La Bisserraine » à Chambéry.

Cette rencontre permettra aux communistes d'échanger sur plusieurs points d'actualités (élections municipales et européennes, situation du Front de Gauche, campagne du PCF : coût du capital, protections sociales...)

Pour vous permettre de vous rendre à Chambéry, un bus partira de Moûtiers à 14h30 (place des victoires) et passera à 15h à Albertville (place du pénitencier)

Le meeting de soutien à la liste "Cap à Gauche" aura lieu à la Bisserraine à partir de 19h, juste après l'inauguration du local de campagne (18h - 343 avenue d'Annecy) auquel il sera présent également.

20h Allinges, Grande Salle MJC (à côté de la mairie) Les enjeux des municipales selon Attac, avec le maire sortant, Jean-Pierre Fillion président du SIAC et de la communauté de communes des Collines du Léman et Bernard Neplaz, ex maire et conseiller général PCF. Occasion de poser toutes les questions qui nous taraudent !

20h30 Espace Tully Thonon : la maladie d'Alzheimer, conférence de Marcel Tappaz organisée par l'UP du Chablais.

Mardi 4 mars réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 5 19H Repaire Là-bas si j'y suis au Dersim Meythet

20h30 à l'Agora Bonneville Conférence : « Comment peut-on être montagnard » avec Bernard Debarbieux

Jeu 6 mars 20h au cinéma le France à Thonon : Le Cahier de Hana Makhmalbaf, présenté par Amnesty International et les Bobines du Léman

réunion Chaîne humaine contre les haines

Vendredi 7 mars réunion Gauche En Marche

20h à Champanges, salle des fêtes : Théâtre humoristique et militant : Round Up. Entrée libre et gratuite.

samedi 8 mars 2014 de 10 h à 12 h à Chambéry matinée de lancement en « avant-première » de la campagne « Les Requins ».

Lundi 10 mars dès 18h30 à Annecy, salle Yvette Martinet, av. des Îles : Les méfaits du Grand Marché Transatlantique

Pétitions en ligne

Libertés et service public en danger ! <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie : <http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

«Comment je paye mon loyer ce mois-ci?»

Voici l'intégralité de la lettre de Patricia, où cette femme de 48 ans interpelle sur l'enfer quotidien de la pauvreté et décrit les extrémités auxquelles elle est poussée pour subvenir à ses besoins.

OBJET : DÉSESPOIR

Mesdames, Messieurs,

Je suis âgée de 48 ans. Je vis seule. Je suis en recherche d'emploi depuis janvier 2013. Je bénéficie d'une reconnaissance de travailleur handicapé.

Depuis le début de mon indemnisation Assedic, je perçois environ 680 euros mensuels, ainsi que 110 euros d'APL pour mon loyer. (Une vraie richesse, vous allez me dire.) Je me fais aider ponctuellement par les services sociaux de Guéret pour les factures. Pour l'alimentaire, c'est plus compliqué: je suis au-dessus des minima sociaux, donc ne peux bénéficier d'aucune aide alimentaire.

Mon ARE a pris fin le 9 janvier dernier. J'ai fait une demande d'ASS, mon dossier est en examen à Pôle emploi. Je vais percevoir pour janvier 201 euros d'Assedic. En attendant la décision de me l'octroyer ou pas. Si c'est positif, je percevrai environ 450 euros mensuels – si c'est négatif, je devrai faire une demande de RSA auprès de la CAF. Donc refaire un nouveau dossier et patienter pour l'examen de celui-ci. Donc pour le mois de février, je vais devoir vivre avec 201 euros?

QUESTIONS :

Comment je paye mon loyer ce mois-ci? Loyer de 230 euros.

Comment je paye mon EDF? J'ai déjà un retard de facture avec menaces de coupure. Environ 350 euros.

Comment je paye mes assurances voiture et maison? 48 euros.

Je vais juste être dans l'incapacité à régler l'ensemble de mes factures, une fois de plus, et me retrouver, une fois de plus, dans le rouge auprès de mes créanciers. J'ai subi une expulsion en août 2012, je pense que je vais de nouveau droit dans le mur...

Je suis diabétique sous insuline, je dois avoir une alimentation dite équilibrée, ça sera dans une autre vie car maintenant c'est complètement impossible.

Il y a déjà bien longtemps que je ne mange pratiquement plus de viande, poisson – on s'y fait.

5 légumes et fruits par jour – bon là, je suis obligée de rigoler, les fruits et légumes s'éloignent eux aussi de mon alimentation.

Faites le compte de ce qu'il reste pour la nourriture et de ce qu'il faut que je mange pour avoir une ration normale à la vue de mon diabète et vous allez faire vite le tour.

Je suis résignée, je ne fais qu'un repas par jour, en général le soir, et puis voilà, on en meurt pas – je mets juste ma santé en jeu par ce mode de fonctionnement alimentaire, mais comment faire autrement?

Je ne bois pas, je ne fume pas, je n'ai aucune activité extérieure payante, je ne fais pas le shopping toutes les semaines, je ne pars pas en vacances, j'ai tout réduit au minimum syndical.

Je suis une femme de mon temps, un brin féministe, et j'ai dû cette année utiliser une action qui porte le nom de Prostitution. Pas pour aller boire un coup ou au restaurant. Non, juste pour remplir mon frigo car je crevais de faim. Laisser sa fierté dehors, ne plus se sentir humaine, juste un objet, et après réussir à se regarder en face sans vomir. Mais cet argent difficilement acquis m'a redonné souvent de la joie en voyant mon frigo de nouveau plein. Pas vraiment le choix...

Malgré la maladie, je suis une personne courageuse, très motivée, je ne veux simplement, comme 5 millions de chômeurs, je crois, qu'un emploi. Un salaire de 1200 euros net mensuels m'irait très bien. Pas de contrats aidés – véritable fumisterie et escroquerie – non, juste un job pour me sentir une humaine digne – pour vivre comme beaucoup, simplement. J'ai une formation de secrétaire et de multiples expériences dans d'autres emplois. J'accepterai n'importe quel emploi en adéquation avec ma maladie. À 48 ans, célibataire, sans enfant à charge, possédant le permis et un vieux véhicule, je me sens totalement prête à reprendre une activité...

Voici le résumé de ma vie et j'espère que vous aurez pris le temps de me lire entièrement.

Ce qui me rend encore plus triste, c'est qu'en Creuse, je ne dois pas être la seule, combien de personnes qui souffrent?

QU'EST-CE QUE JE DOIS FAIRE?

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sincères salutations.



Une grande marche pour un sursaut de la gauche : "c'est à notre portée" (Pierre Laurent)

Les conditions pour un grand sursaut de la gauche face aux mobilisations de la droite et de l'extrême droite, face au choix d'austérité du gouvernement et au pacte de responsabilité, se dessinent. Des forces diverses y travaillent.

J'ai lancé pour ma part, lors de la venue d'Alexis Tsipras à Paris, l'idée d'une grande marche contre l'austérité en France et en Europe le 12 avril. Alexis Tsipras a dit son accord pour y participer.

Clémentine Autain a proposé une réunion unitaire pour préparer une grande manifestation de rue.

Le Front de gauche travaille à un appel de rassemblement large.

La gauche du PS et les écologistes ont, quant à eux, marqué dans des déclarations récentes de fortes réserves sur le pacte de responsabilité et dit leurs inquiétudes sur l'évolution de la situation politique. Aujourd'hui, Jean-Luc Mélenchon et Olivier Besancenot proposent une marche nationale eux aussi le WE du 12-13 avril.

Je pense que toutes ces forces devraient construire les conditions d'une mobilisation commune en confrontant leurs propositions sur les contenus, la date et les formes de cette grande mobilisation. C'est à notre portée.

Incendie campement Roms : « Un enfant est mort et cela aurait pu être évité »

Un enfant est mort mercredi matin dans l'incendie d'un camp de Roms à Bobigny en Seine-Saint-Denis. Ce drame horrible, et pour l'instant d'origine inconnue, était hélas prévisible. Bringuéalée de démontage de campement en évacuations hebdomadaires, toute une communauté vit dans la plus extrême des précarités sans qu'un véritable travail social ne soit rendu possible. Des familles entières sont maintenues dans une telle logique de survie, que les consignes les plus élémentaires de sécurité deviennent quantités négligeables et qu'il finit par arriver l'indicible. Un enfant est mort et cela aurait pu être évité.

Il faut cesser de faire des Roms les boucs émissaires coupables de tous les maux alors que leur relatif faible nombre, seulement 17.000 au niveau national, rend possible un plan Marshall de l'hébergement d'urgence pour eux comme pour les autres publics à la rue. Des financements européens existent. Mobilisons-les pour faire que disparaissent au plus vite ces bidonvilles meurtriers qui sont une véritable honte pour notre pays. La mort de cet enfant doit réveiller la conscience de ce pays.

Le gouvernement doit s'engager à préserver le régime des intermittents

Le PCF apporte tout son soutien aux artistes et techniciens du spectacle vivant et enregistré face à l'offensive d'un patronat qui se croit tout permis puisque ce gouvernement ne cesse de répondre à ses demandes. Le Medef se sent pousser des ailes et tente d'avancer sur tous les fronts, une déréglementation sociale généralisée.

Voilà qu'il annonce à nouveau sa volonté de supprimer les annexes 8 et 10 qui régissent le régime spécial de chômage des artistes et techniciens du spectacle.

Les luttes ont jusqu'alors empêché le patronat de remettre en cause cet outil essentiel du soutien de la nation à la création et à la culture. A l'instar de Victor Hugo nous dirons « que fermer un théâtre c'est ouvrir une prison ».

Les paroles d'Aurélié Fillipetti et Michel Sapin sont insuffisantes. Il faut des actes et le gouvernement doit s'engager à préserver le régime des intermittents et à ouvrir des négociations sérieuses sur cette question. Des propositions, réformant dans un sens mutualiste et non assurantiel, sont sur la table et le Parti Communiste entend faire en sorte qu'elles soient entendues.

Rapport de la cour des comptes : « un remède qui finirait d'achever le malade » (PCF)

L'Élysée et Matignon abriteraient-ils des mythomanes ? La Cour des comptes critique vertement, dans son rapport annuel, l'excès d'optimisme persistant de leurs occupants de ramener, sans douleur, le déficit public sous la barre des 3 % en 2015. En réalité, du fait de la faible croissance et du chômage qui ne s'infléchit pas, les recettes fiscales pourraient, cette année, être jusqu'à 6 milliards d'euros inférieures à ce que François Hollande et Jean-Marc Ayrault ont prévu. Du coup, la Cour doute de l'engagement présidentiel de réduire de 50 milliards d'euros la dépense publique d'ici 2017, pour financer une nouvelle baisse du « coût du travail ».

Selon elle, il faudra économiser d'avantage sur la protection sociale, les collectivités locales et les fonctionnaires, avec la poursuite du gel du point d'indice. En somme un remède qui finirait d'achever le malade.

Le président de la Cour des comptes encourage François Hollande à frapper encore plus fort, y compris en diminuant les allègements fiscaux à destination des handicapés et les « facilités de circulation » dont bénéficient les cheminots et leurs familles. Il oublie une mesure pourtant plus efficace ; celle de réduire et conditionner les 200 milliards d'euros d'avantages fiscaux et sociaux et d'aides publiques accordées aux entreprises et aux banques.

Les préconisations de Didier Migaud ne feraient qu'accroître le mal-être des Français, et amplifieraient déficit public et dette publique. La gauche doit rompre avec cette fuite en avant. Les élus locaux de gauche ne veulent pas que l'austérité hollandaise ravage leurs collectivités.

Parti Communiste Français,
Paris, le 11 février 2014.

VIème congrès du MST « Globalisons les luttes, globalisons l'espérance »

Réunis à l'occasion du VIème Congrès National du Mouvement des Paysans sans Terre du Brésil- MST, du 10 au 14 février 2014, paysans et travailleurs appellent à lutter et construire une réforme agraire populaire.

D'Amérique Latine et de tous les continents, organisations politiques, syndicales et mouvements sociaux portent l'exigence de nouvelles avancées sociales, économiques et environnementales favorables aux peuples. Avec le MST, les délégués s'engagent en faveur d'un monde de paix et de progrès social, en rupture avec le capitalisme.

La délégation française apporte son salut le plus fraternel au Mouvement des Paysans Sans Terre. Elle a participé, ce mercredi 13 février, à la marche nationale pour la réforme agraire populaire. Forts de notre diversité, nous portons l'exigence du droit à la souveraineté alimentaire, qui suppose de conquérir une alimentation de qualité, relocalisée, accessible à tous, libérée de l'emprise des marchés financiers et en faveur de l'agroécologie.

Le combat émancipateur du MST est nôtre. Il incarne une alternative concrète face au modèle de l'agrobusiness. Nos organisations invitent à amplifier les luttes: construire des coopérations visant à la conquête des droits fondamentaux humains, celui de vivre en bonne santé, de disposer d'une alimentation saine et d'accéder à l'éducation.

Brasilia le 14 février 2014

La délégation
Les amis du MST
CCFD – Terre solidaire
France Amérique Latine
Mémoires des luttes
Parti Communiste Français
Parti de Gauche

Venezuela : le PCF condamne les tentatives de déstabilisation

Le PCF condamne avec la plus grande fermeté les actions orchestrées au Venezuela par la droite la plus extrême dans une nouvelle tentative de créer un climat de déstabilisation et violence qui a fait deux morts et des dizaines de blessés.

C'est une nouvelle tentative de la part d'une opposition qui n'a jamais hésité à utiliser les pires moyens pour mettre un terme à la révolution bolivarienne. Aujourd'hui, elle s'attaque une nouvelle fois à la légitimité d'un gouvernement confirmé en 2013 lors des deux dernières élections : la présidentielle d'avril 2013 et les municipales d'octobre de la même année.

Le PCF partage la préoccupation exprimée par les gouvernements et les forces progressistes latino-américaines de la région devant ces actions qui semblent avoir été planifiées avec le soutien de groupes paramilitaires étrangers. Le PCF apporte toute sa solidarité avec les mobilisations populaires qui auront lieu ce samedi 15 février à l'appel des forces progressistes en défense de la démocratie et de la révolution bolivarienne.

Côte d'Ivoire : la France doit demander le respect du droit pour ses ressortissants

Michel Gbagbo, ressortissant français vivant en Côte d'Ivoire, ayant également la nationalité ivoirienne, fils de l'ancien chef d'État Laurent Gbagbo, a été empêché de quitter Abidjan pour se rendre à Paris le 14 février dernier. Il était pourtant convoqué par Sabine Kheris, juge d'instruction en charge de sa plainte pour enlèvement, séquestration et traitements inhumains et dégradants, déposée à l'encontre de Guillaume Soro, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, et de ses Commandants de zones, anciens rebelles promus chefs militaires.

Le procureur de la République de Côte d'Ivoire a exprimé par communiqué, et à la dernière minute, l'interdiction à Michel Gbagbo de sortir du territoire ivoirien en vue « de ne pas compromettre une éventuelle prochaine session d'assises » à laquelle il devrait assister. Or, aucune ordonnance d'interdiction de quitter le territoire, que seul le juge d'instruction ou la chambre d'accusation ont le pouvoir de produire, n'a été signifiée ni à Michel Gbagbo, ni à ses avocats. Malgré cela, celui-ci a de fait été empêché de prendre l'avion et conduit à la DST ivoirienne.

Cela confirme malheureusement une fois de plus une collusion entre pouvoir exécutif et judiciaire en Côte d'Ivoire.

Le PCF condamne ce coup de force. Il demande aux autorités françaises de veiller à ce que les droits de Michel Gbagbo soient respectés et à ce qu'il puisse au plus vite répondre aux convocations de la justice française.

Les Ukrainiens doivent pouvoir décider librement leur destinée

Les violences qui ont fait 26 morts et plusieurs centaines de blessés à Kiev sont insupportables.

Le président Ianoukovitch doit stopper la répression contre les manifestants et, comme garant de l'État de droit, contribuer à mettre fin à toutes les violences qui aujourd'hui profitent aux forces les plus réactionnaires ukrainiennes puisque, d'après les témoignages sur place, les groupes ultranationalistes de la droite extrême ont débordé les dirigeants de l'opposition alors qu'en début de semaine on semblait s'approcher de l'accalmie et de discussions entre le pouvoir du président Viktor Ianoukovitch et les dirigeants de l'opposition Arseni Iatseniouk et Vitali Klitschko.

C'est le peuple ukrainien qui, dans cette tourmente, est pris en otage. Après la volte-face du pouvoir sur l'accord d'association avec l'UE, et au lieu de brandir la menace de sanctions, l'Union européenne doit agir de tout son poids pour qu'un débat puisse s'ouvrir entre les différentes forces politiques ukrainiennes. L'UE doit aussi agir maintenant d'urgence pour un véritable dialogue tripartite Ukraine-UE-Russie et éteindre l'incendie qui menace de provoquer une partition de l'Ukraine en deux. Qu'il s'agisse de l'accord d'association avec l'UE ou d'un traité avec la Russie, c'est au peuple ukrainien de trancher par voie référendaire. Les Ukrainiens doivent pouvoir décider librement leur destinée.

Baisse de l'aide financière publique aux partis : un coup contre la démocratie

Prenant prétexte de la crise, Nicolas Sarkozy et le gouvernement de droite avaient décidé en 2011 de diminuer de 5 % l'aide attribuée aux partis politiques.

Par décret, le gouvernement PS vient de raboter encore cette aide, et cette fois ci pour un montant de 10 %. Cette décision vient durement pénaliser les partis, notamment les moins représentés au parlement.

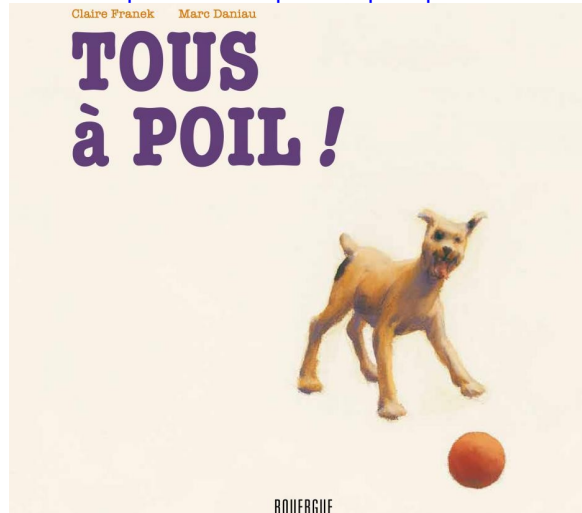
Cette aide bénéficie déjà essentiellement - pour plus des deux tiers - au PS et à L'UMP. Les députés communistes ont à ce propos récemment déposé une proposition de loi visant à modifier les conditions d'attribution de cette aide. L'aide financière aux Partis est en effet une contribution au débat d'idées et à une vie démocratique plus intense dans notre pays. Elle doit constituer un point d'appui permettant de faire face au bipartisme qui marque nos institutions et notre mode électoral.

Le PCF élève une protestation vigoureuse contre cette décision injuste et dangereuse.

La démagogie au prétexte de la crise ne doit pas limiter le débat d'alternative et sur la façon même d'affronter cette crise. Frapper les partis au porte monnaie, c'est frapper la vie démocratique du pays alors que le débat d'idées et d'alternatives s'avère d'une brûlante nécessité.

L'ordre moral de Jean-François Copé

Jean-François Copé, alimente volontairement le vent mauvais qui souffle depuis l'extrême-droite. Il se paye le ridicule de dénoncer un livre pour enfant paru depuis plus de 3 ans.



Cette attaque est inqualifiable, et le Parti Communiste Français apporte tout son soutien aux auteurs, ainsi qu'aux Éditions du Rouergue qui publient le plus souvent des textes talentueux dans des albums d'une grande qualité graphique.

À l'heure où une trentaine de bibliothèques publiques sont victimes de tentative de censure de la part d'extrémistes qui veulent en purger les rayons de tout ce qui leur déplaît, il est grave que le secrétaire général de l'UMP engage sa formation dans la surenchère, au lieu de défendre les valeurs de liberté de la République.

Jean-François Copé n'a pas un mot devant la fermeture de 21 librairies Chapitre, provoquée par la course au profit de la filiale d'un fond de pension américain, qui entraîne le chômage pour 500 salariés.

Les communistes, comme ils soutiennent les bibliothécaires et les élus en résistance, se tiennent au côté des personnels en lutte, qui occupent déjà 10 librairies pour garantir leur avenir.

Ils appellent tous les partisans d'une nouvelle ambition culturelle à partout combattre les dérives liberticides, à se mobiliser pour résister à l'effacement de la mission de l'État au service de la culture pour tous, aux baisses drastiques des budgets culturels de l'État et des collectivités territoriales qui menacent la chaîne du livre et de la lecture publique.

MAUVAIS CONTE EN SUISSE

La Suisse votait dimanche 9 février pour instaurer des quotas de migrants, à l'initiative de l'extrême droite dirigée par le milliardaire zürichoïse Christoph Blocher. Avec quelques voix de trop, la « limitation » de l'immigration, a été adoptée par référendum. Le gouvernement helvétique a désormais trois ans pour proposer une nouvelle législation qui tienne compte de ce résultat. C'est un dimanche noir pour la démocratie suisse.

Helvètes underground

Avec 3% de chômeurs et chômeuses et des centaines de milliers de travailleurs frontaliers, qui viennent parce que les Suisses ne peuvent occuper tous les emplois disponibles, on aurait pu croire que la légendaire tolérance helvétique serait un antidote puissant aux thèses xénophobes. Mais le racisme distillé par l'extrême droite suisse, depuis des années, et la faible réaction des partis, notamment de droite et du centre, à cette offensive réactionnaire n'ont pas aidé à éclairer le débat.

Surtout que les politiques libérales frappent aussi là-bas avec un pouvoir d'achat en berne depuis des années, une pénurie et la cherté des logements, des attaques violentes contre les services publics notamment des transports. Et le discours anti-système, la désignation de boucs émissaires et le bruyant soutien du patronat suisse au non, de peur de la réduction des débouchés à leurs produits, ont pu aussi avoir un effet repoussoir.

La Suisse est dure pour l'immigration des salarié-es mais reste très ouverte aux capitaux et aux dépôts dans ses banques des résidents étrangers milliardaires. **Les banquiers et les actionnaires, malgré leurs cris d'orfraie, sont rassurés : pas de référendum en vue sur l'augmentation des salaires ou le partage des richesses.**

Reconquérir le droit et la solidarité

La mobilisation des suisses contre le racisme et contre les thèses xénophobes de l'UDC (extrême-droite) doit monter d'un cran comme y appelle le Parti suisse du travail. La majorité du peuple suisse n'est pas tout le peuple suisse et faisons confiance à celles et ceux qui continuent d'expliquer que l'étranger n'est pas l'ennemi intérieur.

Ce sont bien ceux qui se servent des banques pour cacher leur magot douteux, qu'ils pillent jour après jour dans les poches des salariés du monde entier, qui sont à blâmer. N'oublions jamais que l'immense majorité des suisses ne profitent pas de cette richesse.

**La Suisse championne du monde
de la circulation des capitaux
pas des hommes**

Marie-Christine Vergiat

Députée européenne Front de gauche



Les dirigeants européens en porte-à-faux

En France, le FN et certains à l'UMP se réjouissent. François Fillon dit trouver cette décision « *parfaitement naturelle* ». D'autres à l'UMP comme en Europe trouvent scandaleux que cette mesure touche les ressortissants européens. **Notons que les dirigeants européens qui font mine d'être effrayés sont très mal placés : ils font la même chose pour les migrants hors union. On est toujours l'étranger de quelqu'un.**

L'Union européenne hésite à prendre des mesures de rétorsion parce que la Suisse est un pays d'importations pour l'Europe et de peur de voir l'échange automatique d'information sur l'évasion fiscale remis en cause

Engager une contre-offensive

Les politiques libérales en Europe, poursuivies de gouvernements de droite en gouvernements sociaux-libéraux, continuent de provoquer chômage et pauvreté. C'est sur ces difficultés que s'ancrent la peur du lendemain et le désespoir.



De nombreuses personnes, du fait de cette situation, prêtent l'oreille aux discours politiques étroits et diviseurs de l'extrême droite populiste. **L'actualité suisse c'est aussi une manifestation supplémentaire du "vent mauvais" qui souffle sur notre pays et sur l'Europe** : remise en cause par l'extrême-droite et des secteurs de droite des droits des femmes comme en Espagne, attaques à caractère sexiste et homophobe contre le Mariage pour tous, réhabilitation de l'antisémitisme, campagnes racistes sous couvert d'islamophobie, propos et actions discriminatoires envers les Roms... Nous n'acceptons pas de céder à cette offensive néo-pétainiste. **Quand on est de gauche, on ne cède pas aux réacs.** Nous voulons porter haut et fort les valeurs d'égalité des droits, de fraternité, de solidarité et de tolérance.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

Panthéon: Laurent (PCF) «choqué» de «l'absence d'un résistant communiste»

Vendredi 21 Février 2014

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF qui participera vendredi à l'hommage solennel aux fusillés du Groupe Manouchian au Mont-Valérien en présence de François Hollande, estimerait «choquante» «l'absence d'un résistant communiste» dans la liste des panthéonisés que doit annoncer le président, a-t-il déclaré jeudi

«Le président de la République pourrait annoncer l'entrée au Panthéon de quatre héros de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale» qui «seraient Geneviève Anthonioz de Gaulle, Germaine Tillion, Pierre Brosolette et Jean Zay.

Tous y ont effectivement leur place. Leurs combats ont honoré les valeurs de la République», écrit Pierre Laurent dans un communiqué.

Cependant, le secrétaire national du PCF estime que «si cette information était confirmée en l'état par les annonces officielles du président de la République, au moment même où il honorera les martyrs de l'Affiche Rouge, l'absence d'un résistant communiste dans cette liste serait choquante».

«Comment honorer la Résistance sans que des militant(e)s de la principale force qui combattit le nazisme en France ne trouvent la place qui leur est due», ajoute-t-il.

«Des personnalités d'horizons divers ont fait des suggestions en ce sens. Je pense par exemple à Marie-Claude Vaillant-Couturier. Elles furent nombreuses les compagnes communistes de Geneviève Anthonioz de Gaulle et de Germaine Tillion à Ravensbrück», précise Pierre Laurent.

Il se dit également «surpris que le choix présidentiel ne privilégie pas le rééquilibrage face à l'inégalité scandaleuse de représentation des femmes au Panthéon» et «espère que les annonces de François Hollande à la cérémonie de (vendredi) permettront de réparer cette absence incompréhensible».

Non à la délinquance d'extrême droite !

Les universités de Strasbourg et de Toulouse Capitole ont récemment été «taguées» par des activistes d'extrême droite.

Les fauteurs de troubles ayant commis ces actes défendent des valeurs dangereuses pour la sécurité des étudiants. Ces délinquants d'extrême droite, contrairement à ce qu'ils essayent de faire croire, n'ont jamais défendu les valeurs de la France et de la République.

Les croix gammées et les symboles pétainistes rappellent les heures les plus sombres auxquelles le pays a dû faire face.

A ces actes honteux, nous n'avons jamais répondu par la violence. Au service des étudiants, nous continuons et nous continuerons à organiser la solidarité, à faire vivre les valeurs du partage et de la justice.

Une enquête doit au plus vite être établie pour découvrir l'identité des personnes ayant commis ces actes antisémites, xénophobes, et anticommunistes. L'interdiction de ces organisations haineuses et violentes doit également être lancée.

Union de Étudiants Communistes :
2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
01.40.40.12.45
contact@etudiants-communistes.org

Visite de François Hollande aux États-Unis : une Saint-Valentin sous le signe de la casse sociale et de la guerre

le 14 février 2014

Le président de la République vient d'achever une visite de trois jours aux États-Unis. Le moins que le puisse dire est que les conclusions s'avèrent inquiétantes tant sur les orientations internationales du gouvernement que sur sa politique d'austérité en France.

Cela aurait pu être l'occasion d'affirmer des principes forts pour faire entendre une voix progressiste de la France au service des peuples ou au moins de demander des explications quant aux écoutes illégales de la France par la NSA (agence de renseignement états-unienne). Il n'en a rien été. François Hollande a au contraire validé toutes les orientations les plus régressives sous la coupe des États-Unis.

Au nom de la paix, le président français sera le fer de lance d'un interventionnisme guerrier en Afrique pour accaparer les ressources naturelles de ce continent. La présence de l'armée française sera notamment renforcée en Centrafrique et une intervention militaire est envisagée dans le sud de la Libye. L'amnésie est fantastique quand on sait que les troubles et la progression des forces réactionnaires surarmées dans cette région d'Afrique est liée à l'intervention franco-américaine de 2011 !

Le président français a par ailleurs donné de nouvelles preuves d'amour à Pierre Gattaz, appelant à accélérer le pas sur la signature du traité transatlantique qui prévoit d'en finir avec le Code du travail et toute la protection sociale au nom de la compétitivité. Alors qu'aucun débat démocratique n'a lieu sur ce traité en France, le président semble vouloir passer en force. Comme ultime preuve d'amour au président du MEDEF, la visite dans la Silicon Valley en Californie a constitué une promesse de rendre attractif notre pays par la baisse du « coût du travail » quand le capital continue de s'engraisser. Le président se fait le VRP du pacte de responsabilité outre-Atlantique quand l'hémorragie d'emplois se poursuit ici...



Plus qu'une occasion manquée, cette visite aux États-Unis du président français traduit des choix dangereux en termes de droits sociaux et démocratiques pour la jeunesse et le peuple de France.

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
Dossier coût du capital



Marché transatlantique : c'est trop grave ! Le peuple doit être consulté.

<http://patrick-le-hyarc.fr/marche-transatlantique-cest-trop-grave-le-peuple-doit-etre-consulte/>

C'est sans doute la ministre, Mme Fleur Pèlerin, qui a le mieux caractérisé le sens du voyage d'état de F. Hollande aux États-Unis. Il était « venu donner des preuves d'amour aux patrons ». Et le peuple alors ? A quel sentiment a-t-il droit ? De fait, en faisant participer M. Gattaz au dîner d'État, en se rendant auprès du grand patronat à San Francisco et en donnant l'accolade au leader du mouvement de novembre 2012, dit des « pigeons », opposé à l'impôt sur le capital, le Président de la République a malheureusement une nouvelle fois montré quels intérêts il servait. Nous en sommes au point où la droite n'a même plus le loisir de critiquer les choix économiques, sociaux et internationaux actuels, puisque ses idées sont mises en œuvre. M. Copé et d'autres en sont réduits à la surenchère jusqu'à commenter bêtement la qualité de livres pour enfants et à faire courir des rumeurs sur feu la loi sur la famille ou cette fumeuse prétendue « théorie du genre » à l'école.

Au cours du voyage présidentiel aux États-Unis, n'ont jamais été évoqués : ni les affaires d'espionnage par la NSA, ni le sort de Snowden et d'Assange, ni Guantanamo, ni les enjeux du désarmement pas plus que les largesses fiscales dont bénéficient des groupes comme Google. Par contre, le Président de la République a de fait poursuivi sa mue, se dépouillant définitivement des quelques oripeaux sociaux-démocrates qui l'encombraient encore. En appelant à « accélérer les négociations sur le projet de marché transatlantique, pour une conclusion rapide », M. Hollande a donné satisfaction aux organisations patronales allemandes et au Medef qui, dans une déclaration commune, le réclamaient. Tout comme à « l'European american business council » (EABC) ou conseil des affaires Europe - Amérique qui regroupe des dizaines de grandes sociétés industrielles et bancaires et au « Transatlantic business Dialogue » qui, côté américain comme européen, réunit les principales firmes transnationales.

Jamais jusqu'ici, le Président de la République n'a parlé en France du projet de marché unique transatlantique à la télévision ou au cours d'une réunion publique. Voici qu'il le fait aux États-Unis devant M. Obama et le monde des affaires, après avoir cosigné, le jour de son arrivée sur le continent nord-américain, une tribune commune avec le président nord-américain.

Ce projet est extrêmement dangereux pour nos vies quotidiennes. Il poursuit plusieurs buts : tenter de faire face à la crise des débouchés que provoquent les politiques d'austérité en attisant la guerre économique pour offrir des « marchés » d'exportation aux grandes firmes en éliminant toutes les barrières douanières et surtout en harmonisant vers le bas toutes les règles du commerce et les normes sociales, sanitaires, alimentaires ou environnementales. Toutes les mesures de protection sociale comme le salaire minimum garanti, les précautions sanitaires, la qualité de l'alimentation, les services publics, la création culturelle, la protection des consommateurs, les droits d'auteurs, l'épargne, seraient alignées sur des « règles mondiales édictées par le grand capital international » pour augmenter encore ses marges et ses profits.

Le second objectif de ce « marché unique transatlantique » vise, pour les pays occidentaux, à tenter de reprendre leur domination sur le monde face aux pays émergents comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Afrique du sud et l'Indonésie. Ce projet, c'est le marché capitaliste, avec l'OTAN comme gardien contre les souverainetés populaires. Ce projet, c'est la création d'un « marché intérieur transatlantique » contre l'existence même d'une autre construction européenne. Et pour faire accepter tout cela, pour torpiller définitivement nos services publics, pour nous faire accepter le bœuf aux hormones et les poulets au chlore ou pour accaparer toutes nos données personnelles via les géants de l'internet, ils ont inventé le missile destructeur de toute souveraineté des États, des Parlements et même des gouvernements : la création d'un tribunal arbitral privé où les sociétés multinationales seront juges et parties.

Elles pourront attaquer les États quand un système de protection environnemental ou social entravera leurs intérêts. Ce serait définitivement le triomphe de la loi de l'argent contre la loi du peuple. Ce serait une dictature sans chars dans les rues, sans généraux casqués et bottés au pouvoir. Il existe déjà de tels exemples à partir d'accords de libre-échange existants. Ainsi, la firme Philip Morris porte plainte contre l'Australie, parce que ce pays restreint le commerce du tabac. Le groupe multinational Novartis poursuit l'Inde pour la contraindre à cesser la production de médicaments génériques.

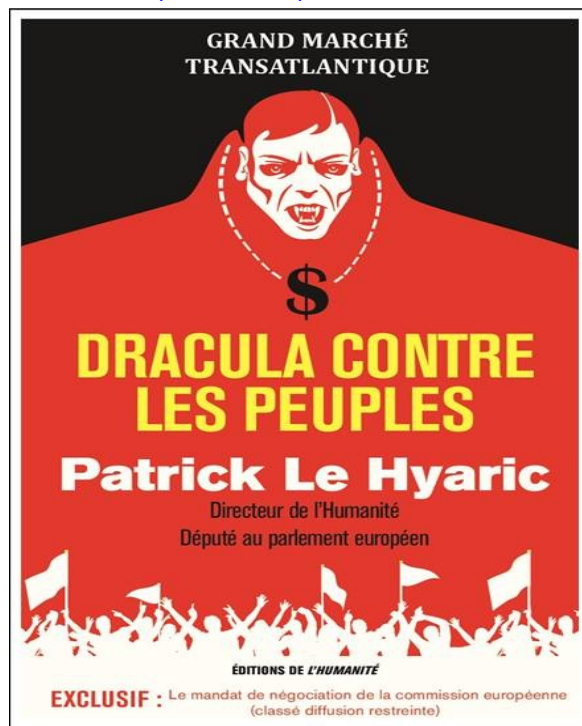
De même, demain, si la France refusait le bœuf ou le lait aux hormones nord-américains, telle ou telle culture de végétaux modifiés génétiquement, l'exploitation de gaz de schiste, ou encore le maintien d'un salaire de base pour une durée limitée du temps de travail, des firmes multinationales pourraient poursuivre l'État et imposer leurs choix. C'est très grave !

M. Hollande connaît si bien ces dangers qu'il s'est écrié devant M. Obama au cours d'une conférence de presse : « Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon, nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces et de crispations ». Quel terrible aveu ! Quelle négation de la démocratie. Cela ressemble à une tentative de coup de force dans le dos des populations française et européennes. Nous réclamons, une nouvelle fois, la transparence sur les négociations en cours. Nous demandons à F. Hollande et au gouvernement de mettre à disposition de nos concitoyens le texte du mandat de négociation de la Commission européenne, ainsi que toutes les expertises produites par chacun des ministères sur les conséquences d'un tel marché transatlantique. Nous demandons aux médias d'organiser des débats publics sur ce sujet. Chaque ville, département, région, peut voter, comme l'a fait le Conseil régional d'Île-de-France, sur proposition des élus du Front de gauche, des motions réclamant le retrait de ce projet.

Le prochain Parlement européen aura le pouvoir de le rejeter. Dans ces conditions, la question devient l'un des enjeux principaux des prochaines élections européennes. Ni le vote pour les listes de droite, ni celui pour les listes soutenues par le Président de la République, ni l'abstention ou le vote d'extrême-droite ne permettront de créer un rapport de force en ce sens. Un débat public doit être organisé, sanctionné par une consultation populaire dans toute l'Europe avant toute décision.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyarc « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander vous pouvez téléphoner au 01.49.22.72.18



« 23 étrangers et nos frères pourtant »

Par ce vers, Aragon résumait modestement l'honnêteté et la sincérité d'un combat qui a marqué l'histoire.

Il y a 70 ans aujourd'hui, Missak Manouchian, et 22 de ses camarades, jeunes pour la plupart, tombaient sous les balles de l'occupant allemand au Mont Valérien. Quel symbole que l'engagement de ces hommes et de cette femme, Olga Bancic, pour un pays qu'ils avaient fait leur au point de le défendre au prix de leur vie. « La gloire », ils l'auront pourtant eu malgré eux, non pas la gloire d'être tombés mais bien celle d'avoir résisté. Résistants, ils l'étaient, alors que tout s'écroulait autour d'eux, alors que l'étau se resserrait de plus en plus, alors que venus d'ailleurs, certains les considéraient comme ennemis. Résistants ils l'étaient encore pour clamer « Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand » avant de s'écrouler.



En ce jour de commémoration, difficile donc de ne pas puiser dans leur combat pour affirmer haut et fort la richesse qu'a pu apporter par l'histoire et que continue d'apporter à notre pays l'immigration. A l'heure où certains répandent leur venin xénophobe dans tous les espaces de la société, rappelons que Missak, Marcel, Thomas, et leurs camarades, tous FTP-MOI se trouvaient, eux, du mauvais côté des fusils : du côté du canon et non de celui de la gâchette.

Le chef de l'État ayant profité de cette journée pour honorer à juste titre quatre figures de la Résistance en leur ouvrant les portes du Panthéon, nous souhaitons dire notre colère et notre incompréhension sur l'absence de résistant et de résistantes communistes dans cette liste. Il nous semble que les figures ne manquent pas pourtant...

« Bonheur à ceux qui vont survivre et goûter la douceur de la Liberté et de la Paix de demain. Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement. »

Si 70 ans après les blessures restent ouvertes, les jeunes communistes sont de ceux qui continuent le combat au jour le jour, contre toutes les oppressions et pour une société mettant la justice et la liberté au cœur de toutes les préoccupations.

Les communistes indiens condamnent les attaques racistes qui sévissent en Inde

Nido Taniam, un étudiant originaire de l'Arunachal Pradesh, un État de la fédération indienne limitrophe de la Chine, a été tué dans un marché de la capitale. La bagarre avait éclaté suite aux remarques qu'avait dû essuyer le jeune homme sur son profil physique de type tibéto-birman - traduction Nico Maury

« Nido est mort en martyr, car il était différent », lance au micro Anuradha Chinoy, une professeure de l'université Jawaharlal-Nehru (JNU), militante de gauche. Et elle laisse tomber cette phrase, douloureuse introspection remuant l'inconscient collectif du pays : « L'Inde a joué son rôle dans l'histoire de l'anticolonialisme et de l'antiracisme aux Nations unies. Mais nous n'avons pas su voir le racisme chez nous. »

La mort de Nido Taniam a déclenché un débat inédit sur le racisme en Inde, en tout cas de cette ampleur. Outre les clameurs de Jantar-Mantar, le sujet a envahi les plateaux de télévision et les colonnes de journaux. L'Inde, où le concept de diversité est pourtant au fondement de son identité collective, serait-elle finalement une société raciste ?

« Le statut autoproclamé d'une société tolérante a souvent mis de côté des questions profondes sur le racisme en Inde, écrit l'analyste Pratap Bhanu Mehta dans une tribune du quotidien The Indian Express. Le racisme hante notre conception du nationalisme. » Cette émotion autour du drame de l'étudiant de l'Arunachal Pradesh survient après des incidents ayant visé des Africains à New Delhi ou Bangalore. Dans ce contexte, la revendication en faveur de l'adoption d'une loi sanctionnant toute offense à caractère raciste trouve un écho nouveau. Ses promoteurs veulent qu'elle s'inspire de l'arsenal protégeant déjà les dalits (intouchables) et les groupes tribaux.

Le Parti Communiste d'Inde (CPI) préoccupé par la montée du racisme

Il s'agit d'un sujet d'une grave préoccupation, des éléments antisociaux sèment la terreur lâche sur les étudiants, les femmes et les personnes originaires des États du Nord-Est, venues chercher de meilleures de vie pour répondre à leurs aspirations.

C'est un fait qu'en Inde, en raison du développement inégal et de l'attitude des classes dirigeantes, les habitants des régions du Nord-Est se sentent véritablement oubliés. Ces sentiments d'aliénation sont très préjudiciables au bon fonctionnement et à la consolidation de notre système démocratique. Aussi forces de division et séparatistes attentent ce genre d'événement pour avoir une chance d'exploiter de tels sentiments.

La situation s'est aggravée avec l'assassinat d'un brillant étudiant, Nido Taniam originaire de l'Arunachal Pradesh. Un autre viol a été signalé sur une fille du Nord-Est. Ce sont des incidents honteux. La peur et la colère c'est répandu parmi les habitants du Nord-Est qui vivent dans la capitale. Cela pourrait mettre à mal l'unité et l'intégration nationale de l'Inde. Tous les efforts visant à recréer de la confiance entre les frères et sœurs du Nord-Est est une nécessité. Tout en se félicitant de la décision du gouvernement de commander une enquête sur la mort de l'étudiant Nido Taniam, Le CPI estime que l'enquête ne suffira pas à dissuader les éléments vicieux de poursuivre les attaques. Ces éléments doivent recevoir un châtiment exemplaire. Les forces de police sont, la plupart du temps, spectatrices de tels agissements. Une loi contre les attaques racistes devrait être examinée par le ministère.

Le Parti Communiste d'Inde (marxiste) exige la rédaction d'une loi contre le racisme

Le Bureau Politique du CPIM exprime sa profonde préoccupation devant la recrudescence des attaques racistes contre les personnes originaires du Nord-Est de l'Inde. La mort de l'étudiant Nido Taniam n'est pas un incident isolé, plusieurs autres incidents ont eu lieu, y compris le viol d'une mineure de Manipur et des attaques physiques sur d'autres jeunes hommes.

Il ne fait aucun doute qu'il existe un lien raciste dans ces attaques. Il est impératif que les citoyens de n'importe quelle partie du pays soient en mesure de vivre en paix, en harmonie et puissent poursuivre leur travail ou leurs études dans la capitale de l'Inde sans être l'objet d'attaques racistes. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour assurer la sécurité des populations originaires du Nord-Est à New Delhi, le gouvernement central doit également promouvoir une loi contre le racisme pour freiner de telles discriminations et attaques.

Quand les « Carbone Savoie » luttent pour leur survie et notre avenir

NI PARTIR, NI MOURIR !

C'est un jour de neige en Savoie. Nous sommes devant l'usine Carbone Savoie, filiale du groupe Rio Tinto à Notre Dame de Briançon. Une entreprise de haute mémoire où le père d'Ambroise Croizat en mars 1906 lança la première grève du siècle pour la protection sociale. C'est là qu'Ambroise, né dans la cité ouvrière voisine prendra plus tard son relais en instituant l'une des plus belles conquêtes de la dignité : la sécurité sociale. Devant les grilles, des ouvriers attendent dans le froid.

A l'issue d'une réunion du CCE un délégué téléphone les résultats : 20 licenciements, 60 à l'usine sœur de Lannemezan avec fermeture définitive du site. La nouvelle tombe le jour même où François Hollande aux USA donne l'accolade aux patrons en proclamant à la tribune « C'est vous messieurs qui avez du talent ! » L'entreprise produit du carbone à haute valeur ajoutée. Une de fiertés de la technique industrielle française.

On y affine le carbone et le graphite de la sidérurgie, les cathodes de l'aluminium. Au cœur du même pôle industriel, l'entreprise voisine Graphtec élabore les revêtements intérieurs de la fusée Ariane, les pièces du nucléaire, autrefois même les moules des carrosseries de la firme Ferrari. 1200 ouvriers en 1971, 600 en 2006, à peine 340 aujourd'hui. Dans la vallée de Tarentaise, 5000 emplois inducteurs ont disparu depuis 1974 dans le gouffre des délocalisations successives. Au fil de l'hémorragie, l'usine Carbone Savoie a perdu la vitalité de ses savoirs faire et la région toute une chaîne de vie qui passe par le maintien de l'agriculture, de la sous traitance, de l'artisanat, du commerce, des services publics locaux, cent ans de mémoire et de conquies sociaux arrachés par la lutte.

Motif de la casse : L'avidité des actionnaires. Argument patronal : « Le coût du travail ! » Je ne n'ai jamais compris ce terme souligne David Pivier, délégué CGT. Le travail ne coûte pas. Il rapporte, c'est tout ! Et malheureusement pas à nous quand on lit le bas de nos fiches de paie ! » Le coût du travail ? Les statistiques corroborent la remarque du syndicaliste. En 1981, l'ouvrier de carbone Savoie travaillait 12 jours pour les actionnaires... 45 jours en 2013 ! « Oui, c'est le capital qui coûte cher, pas notre main d'œuvre ! » reprend David. « Aujourd'hui, tout ce qui, dans l'entreprise, ne va pas au capital est considéré comme une charge ! Ce sont les patrons la charge, ce sont eux les assistés, pas nous ! » En appui de l'argument, on pourrait citer d'autres chiffres plus éloquents encore : 312 milliards d'euros de revenus financiers non soumis aux cotisations sociales, 50 milliards d'exonérations de cotisations patronales, 100 milliards d'évasion fiscale, 220 milliards de subventions accordées aux patrons sans contreparties. « Ajoutez-y les 20 milliards récemment dévolus aux crédits d'impôts et 30 milliards de cotisations pour les allocations familiales qui sautent et vous avez la clé du problème. L'argent est là !

Un peu de courage politique suffirait aujourd'hui pour régler nos problèmes et relancer l'industrie française ! », renchérit un autre syndicaliste... « Nous ne lâcherons pas, l'enjeu est trop fort. Ce sont nos familles et nos enfants que nous défendons ici ! Ni partir, ni mourir ! C'est notre slogan ! » A l'appui des mots, l'action : le soir même, 98 % de l'effectif de l'usine était en grève....

Michel ETIEVENT

A voir sur l'internet

Lundi politique - Pierre Laurent – 17/2/2014

http://www.dailymotion.com/video/x1cecb1_lundi-politique-pierre-laurent_news

Charles Silvestre invité de "3D" sur France-Inter pour son livre "La Victoire de Jaurès" <http://bit.ly/1a3CSTI>

Notes prises à la réunion publique du 10 décembre à Annemasse avec Pierre Laurent, Jean Ziegler et Eric Bocquet :

<http://gemcran.wordpress.com/2013/12/17/notes-prises-a-la-reunion-publique-du-10-decembre-laurent-ziegler-bocquet-annemasse-pcf/>

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Ukraine : Les néonazis d'EuroMaïdan veulent interdire le Parti Communiste (KPU)

Le Premier secrétaire du Parti Communiste d'Ukraine, Petro Simonenko, a annoncé la couleur, les communistes ne se laisseront pas faire - article et traduction Nico Maury



Le leader communiste ukrainien Petro Simonenko estime que "toutes les tentatives actuelles visant à éliminer de la scène politique les opposants politiques du Parti Communiste est sans espoir." A déclaré le Premier secrétaire dans une interview avec des journalistes suite au dépôt d'un projet de décret du parlement interdisant les activités du Parti communiste d'Ukraine.

"Nous ne sommes pas intimidés, cette déclaration visant à interdire KPU montre, à nouveau, qu'ils ne veulent pas entendre les opinions des autres, et ne veulent pas comprendre que l'Ukraine est plurielle" déclare Simonenko. "En 1991 ils ont interdit le Parti Communiste, le pays a subi un recul important et a presque perdu sa souveraineté politique. Et maintenant ils veulent essayer de rejouer ce scénario, parce que nous disons la vérité. Le Parti Communiste a un programme clair, c'est pour cela qu'ils veulent retirer de la scène politique le Parti Communiste".

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

